

LES ENTREPRISES EN RÉGION : BILAN 2024 ET PERSPECTIVES 2025

Février 2025

CONTEXTE NATIONAL	2
CHIFFRES CLEFS	3
SITUATION RÉGIONALE	4
SYNTHÈSE DE L'INDUSTRIE	5
SYNTHÈSE DES SERVICES MARCHANDS	8
SYNTHÈSE DE LA CONSTRUCTION	12
MÉTHODOLOGIE	15
PUBLICATIONS DE LA BANQUE DE FRANCE	15
MENTIONS LÉGALES	16

Contexte National

Après un début de décennie marqué par une succession de chocs (Covid-19, invasion de l'Ukraine par la Russie, crise énergétique, crise inflationniste), l'économie mondiale a résisté en 2024 et l'inflation a continué de refluer. Ainsi selon le FMI ([WEO de janvier 2025](#)), le PIB mondial augmenterait de 3,2 % en 2024. En ce qui concerne la Zone Euro, la croissance du PIB s'établirait à 0,8 % en 2024, après une hausse de 0,4 % en 2023.

En France, sur l'ensemble de l'année 2024, la croissance du PIB s'établit à 1,1 % d'après les plus récents comptes nationaux trimestriels. Cela confirme le diagnostic selon lequel l'économie française parvient à résister malgré le choc inflationniste des dernières années et dans un contexte d'incertitude politique et de haut niveau de déficit public. La résilience de l'activité s'explique par le dynamisme du secteur des services notamment dans l'hébergement restauration, l'information communication ainsi que dans les services aux entreprises et aux ménages. Ces secteurs ont fortement bénéficié d'un effet J.O.P. de Paris dont on estime l'impact macroéconomique à +1/4 point de croissance au troisième trimestre avec un contrecoup négatif au quatrième trimestre. La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a connu une baisse en 2024, les sous-secteurs des biens d'équipements et surtout des matériels de transport ont subi une importante diminution de leur valeur ajoutée. La crise du secteur de la construction s'est poursuivie en 2024 ; pour la première fois depuis plus de 50 ans les ventes et les prix baissent simultanément deux années de suite, dans un contexte de taux d'emprunt élevés.

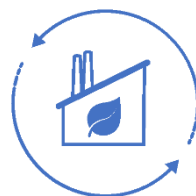
Selon les [projections macroéconomiques](#) publiées par la Banque de France en décembre 2024, l'activité resterait ralentie en 2025 avant de se raffermir ensuite. En 2025, La demande intérieure serait affectée non seulement par les mesures de consolidation budgétaire, mais aussi par le contexte de forte incertitude qui les entoure. En 2026, la croissance annuelle rebondirait, favorisée par la détente des conditions financières. Cette détente permettrait à l'investissement privé de contribuer de nouveau positivement à la croissance et la consommation des ménages progresserait à un rythme plus soutenu. En 2027, la croissance annuelle serait proche de celle de 2026.

La situation sur le marché du travail a été particulièrement dynamique depuis la fin de la pandémie. Dans les trimestres à venir, l'emploi s'ajusterait avec retard au ralentissement économique, avec un rattrapage seulement partiel des pertes passées de productivité. Le marché du travail commencerait à entrer dans une phase transitoire de ralentissement, concentrée sur l'année 2025. Le taux de chômage atteindrait un pic inférieur à 8 % en 2025 et en 2026, avant de repartir à la baisse dans le sillage de la reprise de l'activité.

L'inflation totale (IPCH), qui a atteint un pic début 2023, continuerait à refluer : après une moyenne annuelle de 5,7 % en 2023, elle diminuerait fortement à 2,4 % en 2024 et 1,6 % en 2025. Sur l'horizon de prévision, l'inflation s'inscrirait durablement en dessous de 2 %. Le ralentissement des prix serait favorisé par celui des prix de l'alimentation, de l'énergie et des biens manufacturés, tandis que l'inflation dans les services baisserait plus lentement, expliquant un recul plus progressif de l'inflation sous-jacente vers 2 %.

Dans un contexte de net reflux de l'inflation, **l'Eurosystème a entamé une phase d'assouplissement monétaire. En janvier 2025, le taux de dépôt a reculé de 0,25 point de pourcentage pour atteindre 2,75 %.** Il s'agit de la cinquième baisse des taux directeurs depuis juin. Les taux ont reculé au total de 1,25 point de pourcentage depuis leur pic atteint en septembre 2023.

Chiffres clefs



Chiffre d'affaires

2024 : -1.8%
2025 : +1.5%

Exportations

2024 : -2.3%
2025 : +3%

Effectifs

2024 : -1%
2025 : -0.8%



Chiffre d'affaires

2024 : -1.1%
2025 : +1.9%

Effectifs

2024 : -1.9%
2025 : +0.4%



Production totale

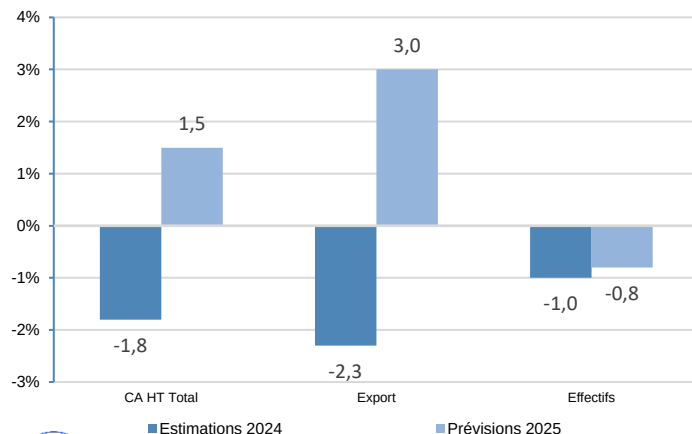
2024 : -0.2%
2025 : -1.7%

Effectifs

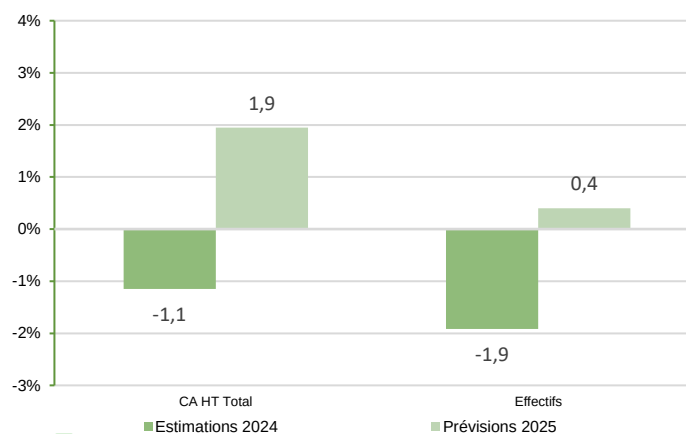
2024 : -0.1%
2025 : -1.9%

Situation régionale

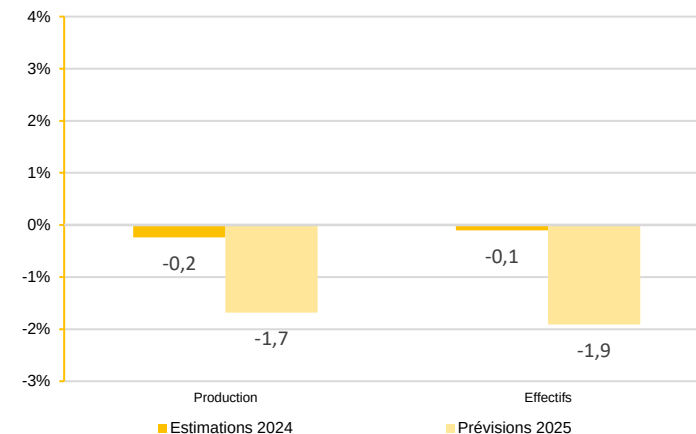
Evolution de l'activité dans l'industrie



Evolution de l'activité dans les services marchands



Evolution de l'activité dans la construction



Source Banque de France

Points Clefs

L'activité industrielle marque un repli en 2024. Les effectifs sont également orientés à la baisse. Un rebond des chiffres d'affaires est attendu pour 2025, avec un certain dynamisme à l'export. L'érosion mesurée des effectifs devrait se poursuivre, malgré une reprise attendue des investissements après une année 2024 marquée par un certain attentisme.

Les entreprises des services marchands subissent une baisse de leur chiffre d'affaires en 2024 en raison d'un affaiblissement de la demande. L'emploi s'est ajusté à l'activité, baisse amplifiée par les difficultés de recrutement persistantes dans certaines branches. Les entreprises de services marchands ont réduit leurs investissements, mais, pour deux tiers d'entre elles, la rentabilité s'est maintenue, voire améliorée. En 2025, le courant d'affaires serait mieux orienté avec une stabilité des effectifs et de la rentabilité. Les investissements devraient rester stables.

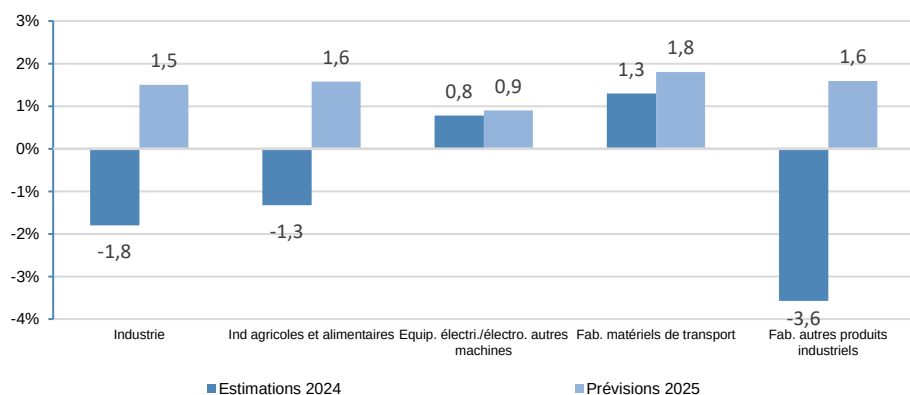
Les entreprises du secteur de la construction enregistrent une légère baisse de la production en valeur, grâce à une revalorisation des devis. En revanche, hors revalorisation, les volumes sont en retrait dans tous les segments du secteur à l'exception des travaux publics. Les effectifs se stabilisent dans l'ensemble. En 2025, l'activité devrait ralentir davantage avec un nouveau repli des volumes. Les effectifs seraient en retrait.



Synthèse de l'Industrie

L'activité industrielle marque un repli en 2024. Les effectifs sont également orientés à la baisse. Un rebond des chiffres d'affaires est attendu pour 2025, avec un certain dynamisme à l'export. L'érosion mesurée des effectifs devrait se poursuivre, malgré une reprise attendue des investissements après une année 2024 marquée par un certain attentisme.

Évolution du chiffre d'affaires



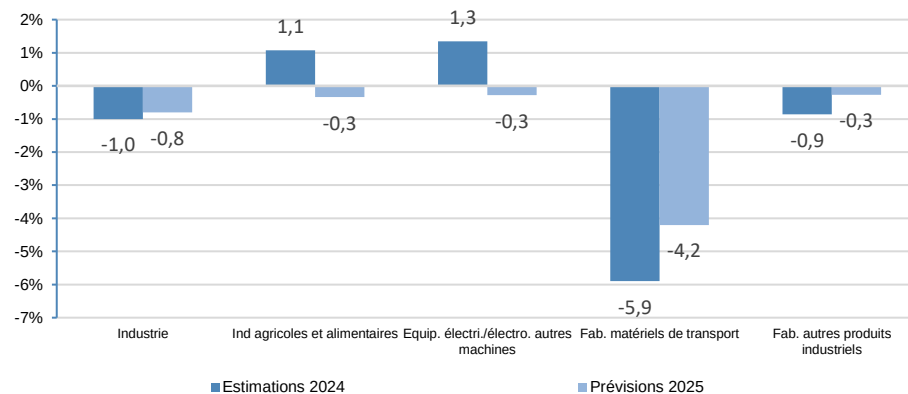
Le chiffre d'affaires global de l'industrie enregistre un recul de 1,8 % en 2024. Après neutralisation de la variation due aux prix de vente (effet prix), l'activité en volume baisse de 2,5 %. L'inflation des prix des produits industriels a été contenue en 2024. Ce repli d'activité est particulièrement marqué pour les entreprises de la métallurgie, les fabricants de produits en caoutchouc et plastique, et le secteur du bois-papier. À l'inverse, seules les industries pharmaceutiques se distinguent par une progression de leur activité. Les industries agroalimentaires enregistrent également un fléchissement de leur chiffre d'affaires, mais dans des proportions plus modérées. Les fabricants d'équipements électriques et électroniques et de matériels de transport se démarquent par une dynamique positive en valeur (mais cependant pas en volume), contrastant avec la tendance générale du secteur industriel. Les entreprises industrielles anticipent en 2025 un rebond de leur chiffre d'affaires, de l'ordre de 1,5 %. En volume, cette progression se limiterait à +1,2 %.

Cette reprise concerne de manière homogène l'ensemble des segments industriels, à l'exception des fabricants d'équipements électriques et électroniques, dont la croissance du chiffre d'affaires s'annonce plus modérée.

En 2024, les effectifs globaux de l'industrie enregistrent une légère érosion de 1 %. Le segment de la fabrication de matériels de transport constitue le principal facteur de cette diminution, avec un recul marqué de 5,9 %, attribuable à l'automatisation croissante du secteur et aux difficultés de la filière automobile. Dans une moindre mesure, les fabricants d'autres produits industriels connaissent également une baisse. À l'inverse, les industriels de l'agroalimentaire et les fabricants d'équipements électriques et électroniques affichent une progression modérée de leurs effectifs.

Pour 2025, la baisse des effectifs industriels devrait se poursuivre à un rythme comparable (-0,8 %), avec toujours un repli notable dans le segment de la fabrication de matériels de transport (-4,2 %). Les autres segments industriels anticipent, quant à eux, une quasi-stabilité de leurs effectifs.

Évolution des effectifs



Source Banque de France – INDUSTRIE

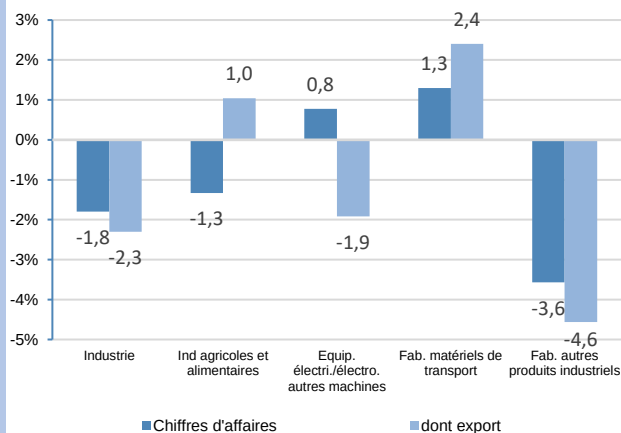
INDUSTRIE

INDUSTRIE



23,2%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

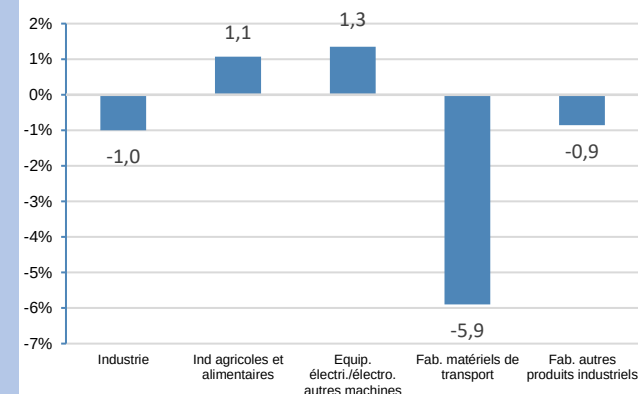
Le chiffre d'affaires global est en recul, en particulier dans la fabrication d'autres produits industriels qui constitue la principale composante de l'industrie dans la région et sur les marchés export. Seuls les industries agroalimentaires et les fabricants de matériels de transport portés par les investissements affichent une progression de leurs ventes à l'export.

Une activité industrielle en baisse.

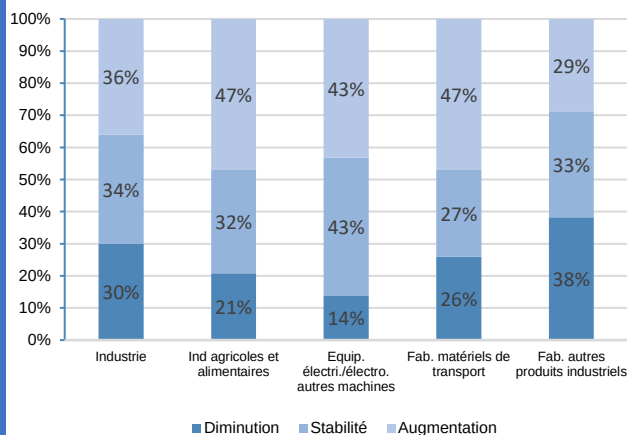
Effectifs

Les effectifs connaissent globalement un léger repli. La baisse est plus prononcée dans la fabrication de matériels de transport et, dans une moindre mesure, dans les autres produits industriels, en raison du ralentissement de l'activité. La progression des effectifs des secteurs agroalimentaires et des équipements électriques, notamment par le recours à l'intérim, ne permet pas de compenser ce repli.

Tendance baissière de l'emploi



Bilan 2024



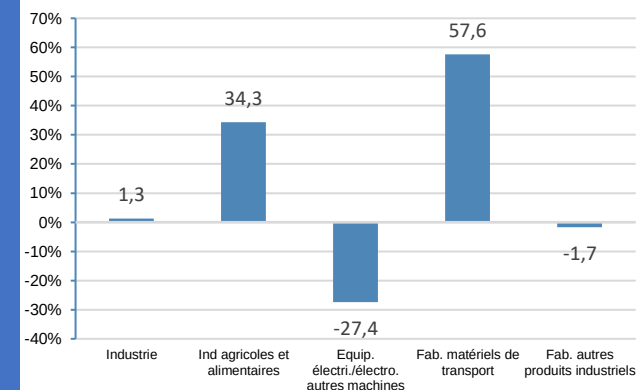
Des rentabilités plutôt stables ou en augmentation.

La rentabilité des entreprises industrielles demeure globalement stable voire en progression pour la majorité d'entre elles. Environ 75 % des sociétés font état d'une stabilité ou d'une hausse, en particulier dans les secteurs de l'agroalimentaire et des équipements électriques. À l'inverse, le segment des autres produits industriels se distingue par une diminution des marges pour 38 % des entreprises, reflétant les difficultés engendrées par la contraction de l'activité.

Rentabilité

Les investissements sont en légère croissance.

Les investissements sont globalement en progression, tirés par le secteur des équipements de transport engagé dans la transition vers l'électromobilité. L'industrie agroalimentaire enregistre également une croissance. En revanche, les investissements connaissent un repli dans le domaine des équipements électriques et électroniques. L'augmentation des investissements dans les matériels de transport, associée à la baisse des effectifs, témoigne d'une automatisation croissante.

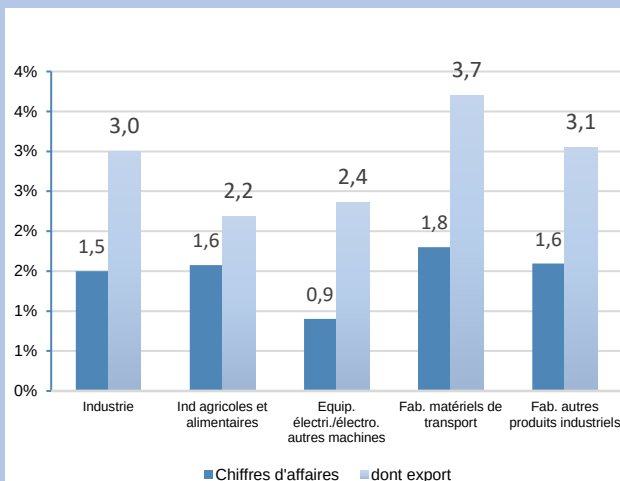


Investissements



23,2%

Poids des effectifs de l'Industrie rapportés
aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

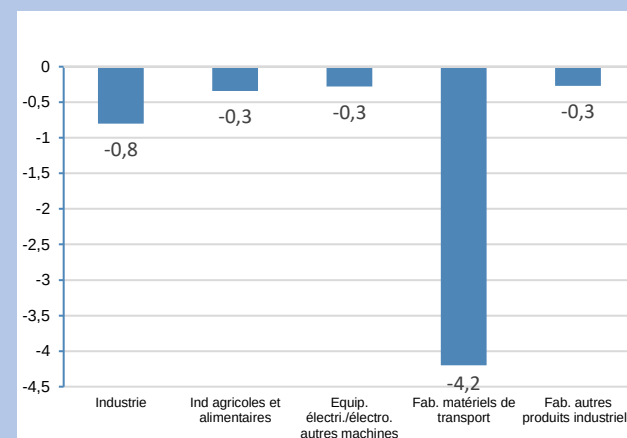
L'activité industrielle devrait se redresser en 2025 en affichant une hausse modérée, avec des tendances homogènes dans l'ensemble des sous-secteurs. Toutefois, la croissance s'annonce plus modeste dans le domaine des équipements électriques et électroniques. La dynamique des exportations devrait se renforcer, bien que les incertitudes liées au contexte géopolitique international puissent affecter ces perspectives.

Des perspectives favorablement orientées et portées par l'export.

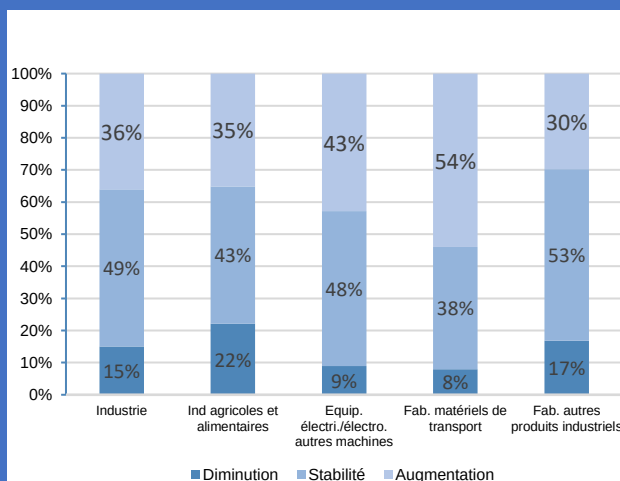
Effectifs

La diminution des effectifs devrait se maintenir en 2025 à un rythme comparable à celui de 2024. Le repli est particulièrement prononcé dans le secteur de la fabrication de matériels de transport, en raison de fermetures de sites et de réorganisations de la production. Les autres secteurs prévoient une évolution légèrement négative de leurs effectifs.

Poursuite de la baisse des effectifs.



Perspectives 2025



Les rentabilités devraient être orientées positivement.

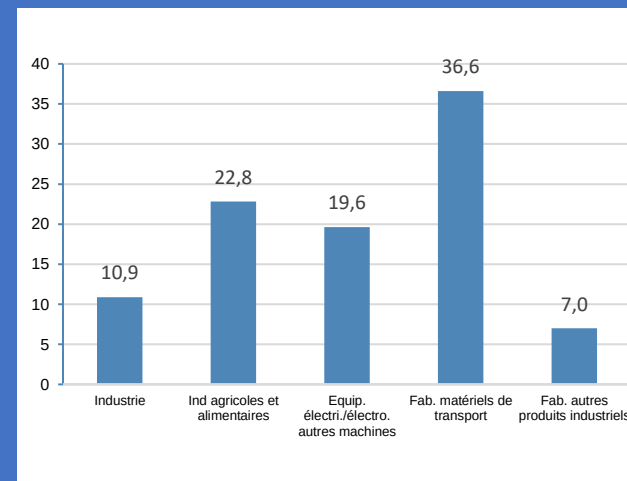
La moitié des entreprises industrielles prévoient une stabilité de leur rentabilité. Un tiers d'entre elles anticipent une amélioration de celle-ci.

Plus précisément, les fabricants de matériels de transport sont les plus optimistes, tandis que les industriels de l'agroalimentaire sont les plus nombreux à anticiper une diminution de leurs marges.

Rentabilité

Les investissements seront dynamiques.

Les investissements devraient connaître une reprise, en particulier dans le secteur de la fabrication de matériels de transport. Une augmentation est également attendue dans le secteur des équipements électriques, après une année 2024 marquée par un recul des investissements. En revanche, les investissements progresseraient moins pour les fabricants des autres produits industriels.



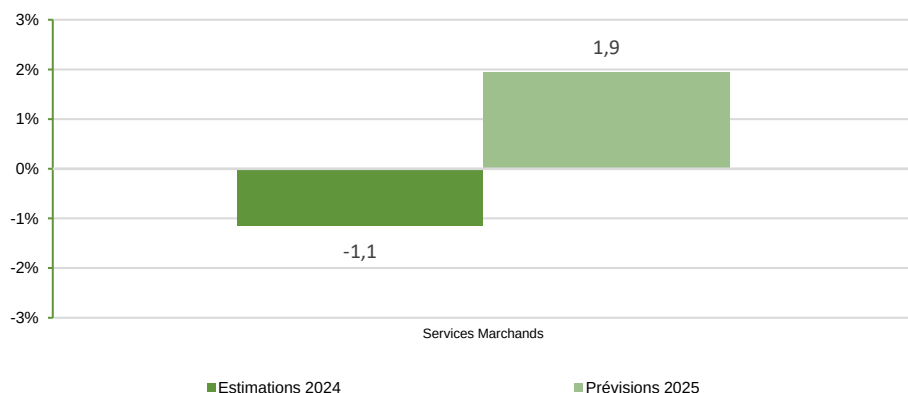
Investissements



Synthèse des services marchands

Les entreprises des services subissent une baisse de leur chiffre d'affaires en 2024 en raison d'un affaiblissement de la demande. L'emploi s'est ajusté à l'activité, baisse amplifiée par les difficultés de recrutement persistantes dans certaines branches. Les entreprises des services marchands ont réduit leurs investissements, mais, pour deux tiers d'entre elles, la rentabilité s'est maintenue, voire améliorée. En 2025, le courant d'affaires serait mieux orienté avec une stabilité des effectifs et de la rentabilité. Les investissements devraient rester au point mort.

Évolution du chiffre d'affaires



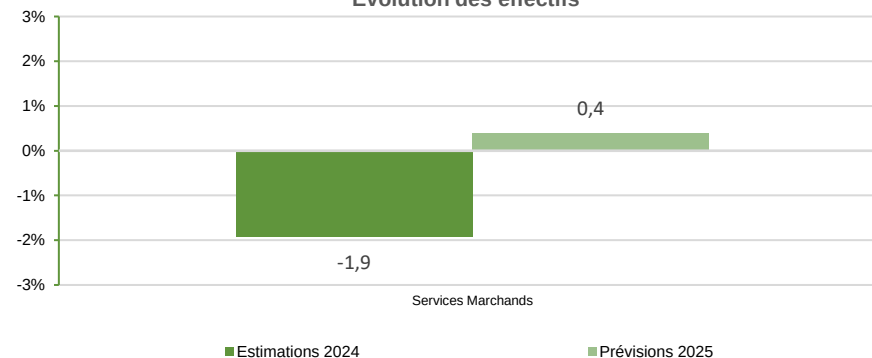
Le chiffre d'affaires du secteur des services marchands enregistre une légère baisse en 2024, contrairement à l'année précédente où une progression marquée avait été constatée, avec des évolutions différentes selon les branches. Cette diminution est amplifiée (-3,2 %) si on soustrait la hausse résultant de la revalorisation des tarifs des prestations, en hausse de 2,8 % en moyenne en 2024.

Pour 2025, une reprise modérée est anticipée, avec une légère augmentation du chiffre d'affaires (+1,9 %) surtout portée par les nouvelles hausses tarifaires que prévoient d'appliquer les professionnels de services marchands.

Les effectifs se sont réduits en 2024 en raison de la combinaison de la baisse d'activité et des difficultés persistantes de recrutement de certains profils qualifiés. Le recours à du personnel intérimaire reste limité à des secteurs spécifiques, tels que l'hébergement-restauration, ainsi que les activités d'entretien industriel et de sécurité.

Les prévisions pour 2025 anticipent une stabilité de l'emploi pour l'ensemble des services marchands, à l'exception des secteurs de l'informatique et de la communication, qui devraient connaître une augmentation de leurs effectifs.

Évolution des effectifs

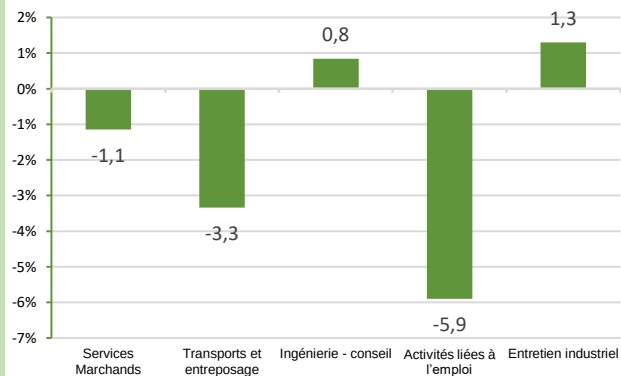


Source Banque de France – SERVICES MARCHANDS



53,0%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

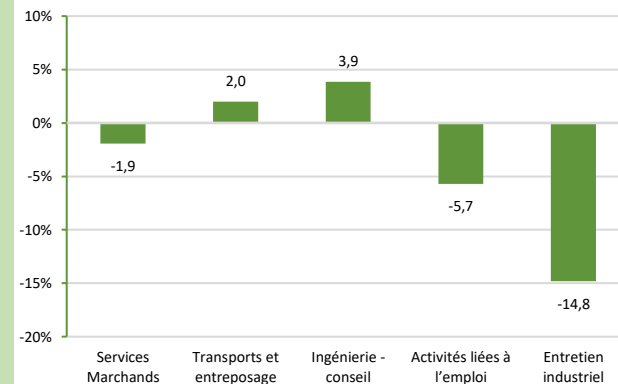
Dans l'ensemble, l'activité observe un ralentissement. Les chiffres d'affaires dans l'ingénierie, le conseil et l'entretien industriel sont en hausse, tandis qu'ils sont en baisse dans le transport-entrepotage et, plus particulièrement, pour les agences d'intérim.

Une légère diminution des chiffres d'affaires.

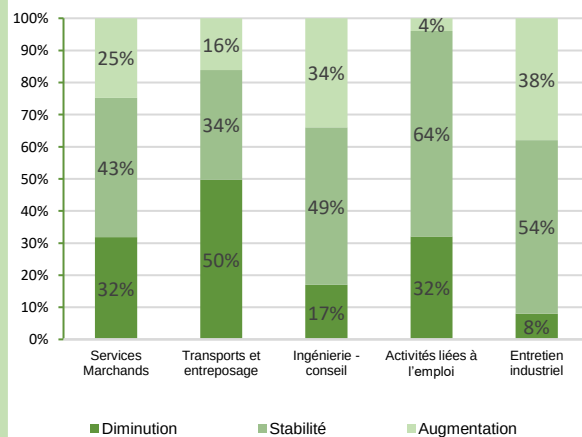
Effectifs

Les prestataires de services marchands ont réduit globalement leurs effectifs, en particulier les agences d'intérim qui ont dû s'adapter au ralentissement général de l'activité. Pour les entreprises d'entretien industriel, la baisse des effectifs s'explique non par le manque d'activité (au contraire, celle-ci fut soutenue), mais par des difficultés de recrutement. Les secteurs de l'ingénierie et du transport-entrepotage ont créé des emplois, en réponse à un déficit chronique de main-d'œuvre depuis la période Covid.

Une situation faiblement dégradée du marché du travail.



Bilan 2024



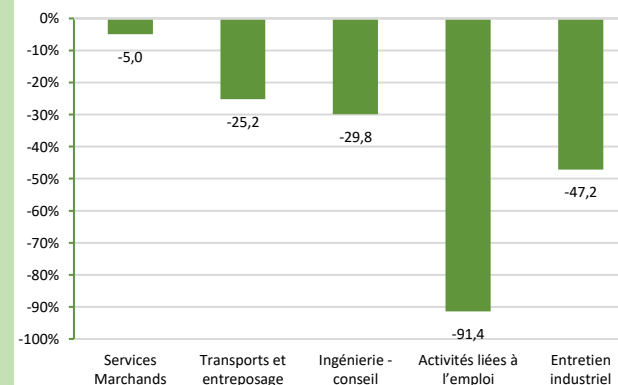
Une rentabilité stable ou en hausse pour deux tiers des entreprises.

La proportion d'entreprises signalant une diminution de leur marge recule à 32 %, contre 41 % en 2023. Toutefois, la moitié des entreprises du transport et de l'entrepotage font état d'une dégradation de leurs marges. Cette érosion résulte de la baisse des volumes transportés et des augmentations salariales consenties.

Rentabilité

Des investissements en diminution dans toutes les branches.

Les entreprises ont réduit leurs budgets d'investissement. Les dépenses ont diminué dans tous les secteurs et tout particulièrement ceux liés à l'emploi, en raison d'un environnement défavorable à l'intérim, ainsi que dans l'entretien industriel.

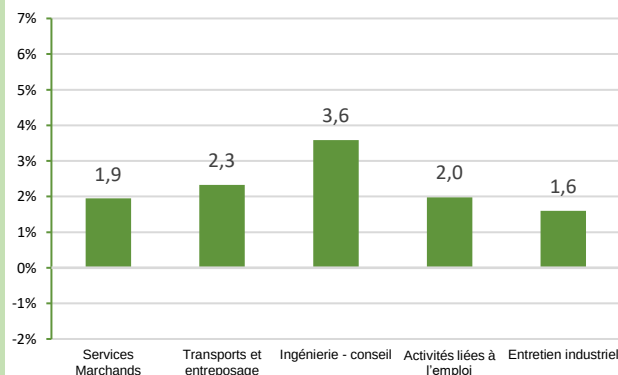


Investissements



53,0%

Poids des effectifs des Services marchands rapportés aux effectifs salariés de la région



Chiffre d'affaires

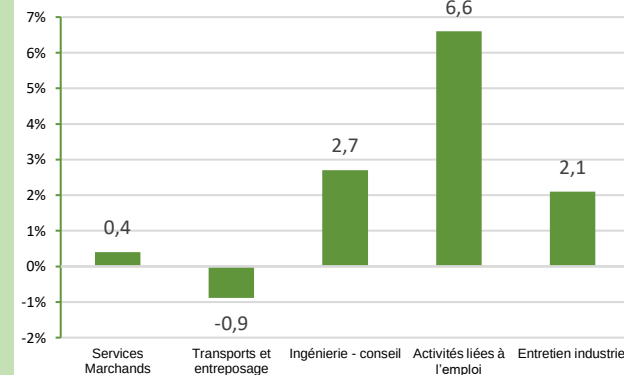
Un redressement de l'activité est attendu, accompagné d'une hausse du chiffre d'affaires, grâce à une revalorisation des prix de vente de l'ordre de 2,3 %. Les secteurs de l'ingénierie et du conseil aux entreprises (gestion, analyses techniques, juridiques, comptabilité) devraient connaître la plus forte croissance, tandis que les services aux bâtiments (entretien industriel) enregistreraient la progression la plus faible.

Une activité orientée à la hausse en 2025

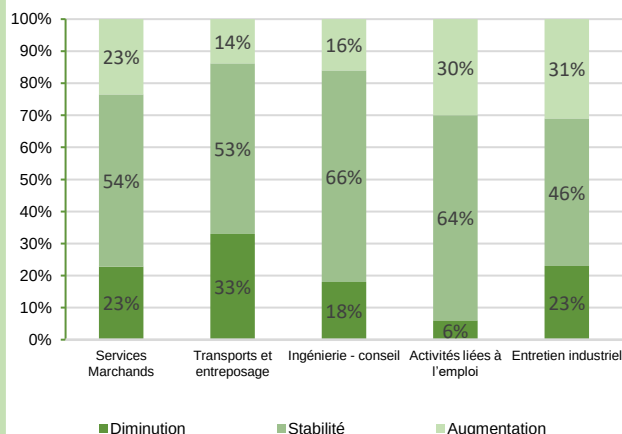
Effectifs

Les effectifs devraient demeurer globalement stables. Seul le secteur des transports et de l'entreposage prévoit une réduction de ses effectifs. En revanche, les agences d'intérim devraient connaître une augmentation de leurs effectifs, pour répondre à la demande en hausse des entreprises industrielles et des services. La hausse des effectifs serait plus modérée dans les secteurs de l'ingénierie-conseil et de l'entretien industriel.

Une quasi stabilité des effectifs attendue en 2025



Perspectives 2025



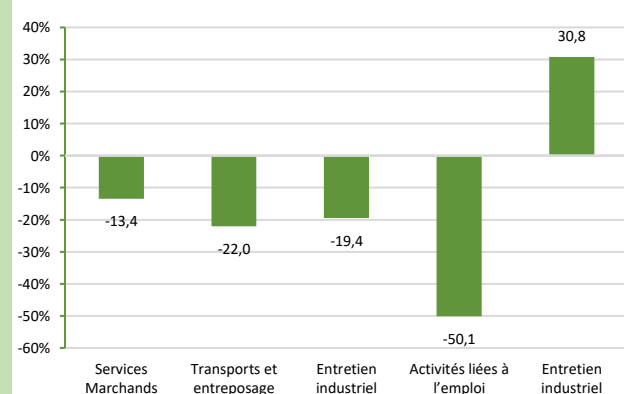
Une stabilité globale de la rentabilité attendue en 2025.

Une majorité d'entreprises s'attendent à une stabilité de leur rentabilité. Néanmoins, un tiers des entreprises du transport et de l'entreposage prévoient une baisse. À l'inverse, près d'un tiers anticipent une amélioration dans le secteur des services aux bâtiments.

Rentabilité

Une réduction des investissements qui devrait se poursuivre

Les enveloppes budgétaires dédiées aux nouvelles acquisitions devraient encore diminuer en 2025 dans la plupart des segments. La prudence demeure de mise dans un contexte incertain. Toutefois, la branche des services aux bâtiments (entretien industriel) se distingue en prévoyant une hausse de ses investissements.



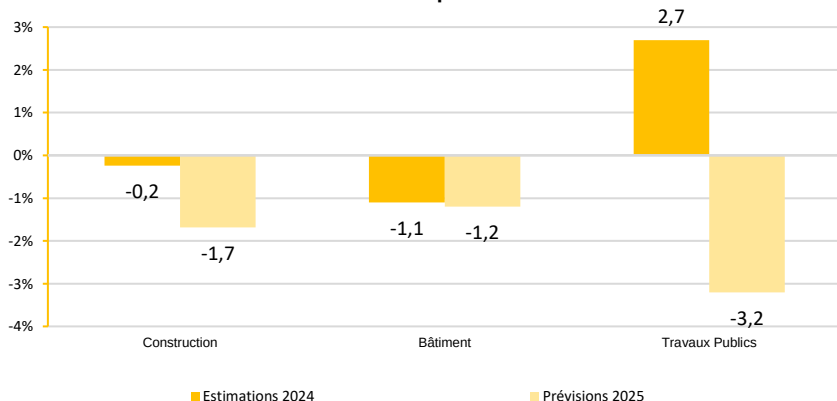
Investissements



Synthèse du secteur de la construction

Les entreprises du secteur de la construction enregistrent une légère baisse de la production en valeur, grâce à la revalorisation des devis. En revanche, hors revalorisation, les volumes sont en retrait (-2,5 %) dans tous les segments du secteur à l'exception des travaux publics (+0,1 %). Les effectifs se stabilisent dans l'ensemble. En 2025, l'activité devrait ralentir davantage avec un nouveau repli des volumes. Les effectifs seraient en retrait.

Évolution de la production



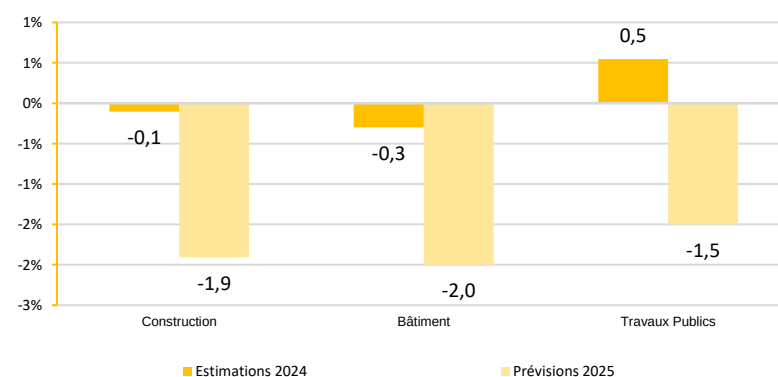
La production en valeur du secteur de la construction enregistre un léger recul en 2024, tandis que les travaux publics poursuivent leur croissance. Toutefois, hors effet prix, les volumes sont en baisse dans tous les segments, à l'exception des travaux publics (+0,1 %), en raison d'une demande en diminution tout au long de l'année passée.

À court terme, les perspectives demeurent défavorables pour la construction et encore plus pour les travaux publics. En volume, la production devrait continuer de reculer, avec une baisse généralisée dans tous les secteurs, à l'exception du gros œuvre, qui pourrait connaître une légère reprise (+1,3 %).

Les effectifs dans le secteur de la construction stagnent. On constate une légère diminution dans le bâtiment, en particulier dans le gros œuvre, tandis que les effectifs des travaux publics sont en progression. En revanche, les effectifs intérimaires enregistrent une forte baisse.

Une nouvelle diminution des effectifs est anticipée pour 2025 dans tous les segments du secteur. Le gros œuvre devrait être le plus affecté, avec une baisse estimée à -2,9 %. Les travailleurs intérimaires subiraient également une diminution significative de leur nombre.

Évolution des effectifs

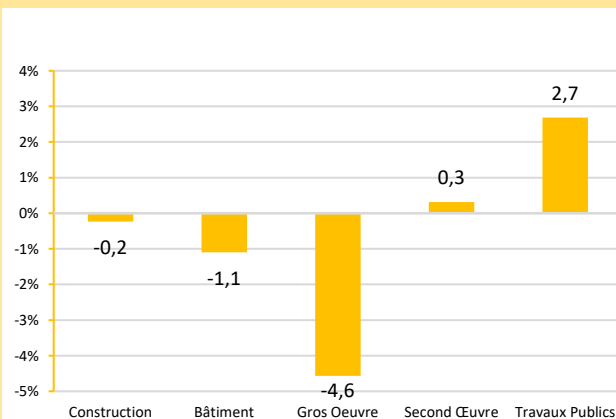


Source Banque de France – CONSTRUCTION



8,4%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production

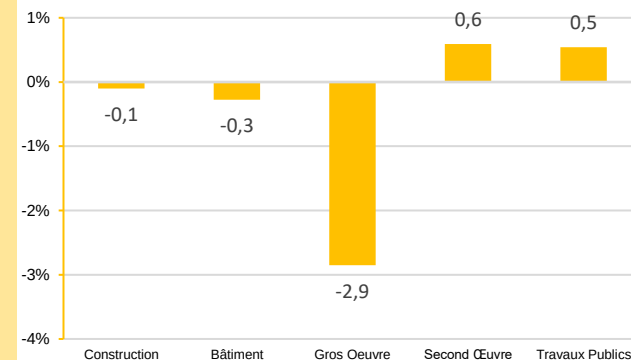
La production en volume dans le secteur de la construction enregistre une légère baisse, avec un recul de -2,5 % une fois l'effet prix corrigé. Le secteur du gros œuvre exerce une pression notable à la baisse sur cette production (-6,8 % corrigé de l'effet prix), tandis que le second œuvre contribue à atténuer cette dégradation. En revanche, la production dans les travaux publics reste en hausse.

Une production totale qui décroche légèrement sur l'année, malgré les revalorisations des prix de vente.

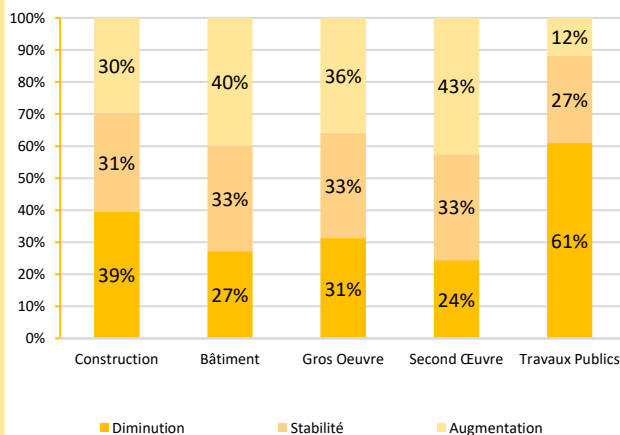
Effectifs

Les effectifs du secteur se stabilisent, avec néanmoins une diminution notable dans le gros œuvre, compensée par une légère progression dans les travaux publics et le second œuvre. En ce qui concerne le recours aux intérimaires, une baisse générale est constatée dans l'ensemble des sous-secteurs, particulièrement marquée dans le gros œuvre.

Des effectifs stabilisés au détriment des intérimaires, en net retrait.



Bilan 2024



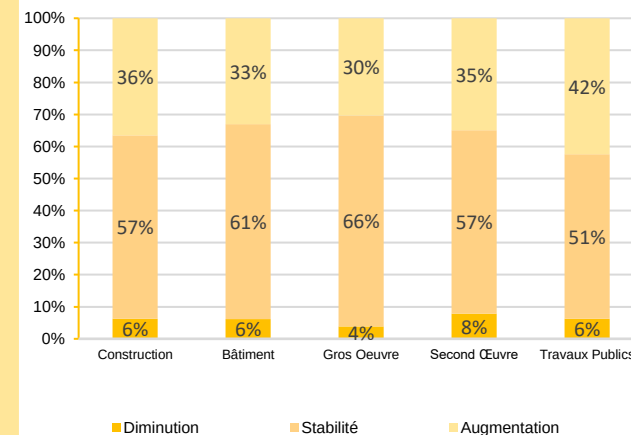
Une rentabilité préservée dans le bâtiment, mais en retrait dans les travaux publics.

Dans l'ensemble, la rentabilité se maintient, voire s'améliore pour une majorité d'entreprises de la construction, en particulier pour les entreprises du bâtiment, tandis qu'elle s'affiche en baisse dans 61 % des entreprises des travaux publics. Seules 12 % des entreprises de ce secteur constatent une amélioration de leur rentabilité.

Rentabilité

Des délais de paiement qui tendent à s'allonger dans la construction.

Les délais de paiement restent stables pour plus d'une entreprise sur deux du secteur de la construction, mais s'allongent pour plus d'un tiers d'entre elles. Une proportion plus élevée d'acteurs des travaux publics constate une extension de leurs délais de paiement en comparaison des autres segments du secteur.

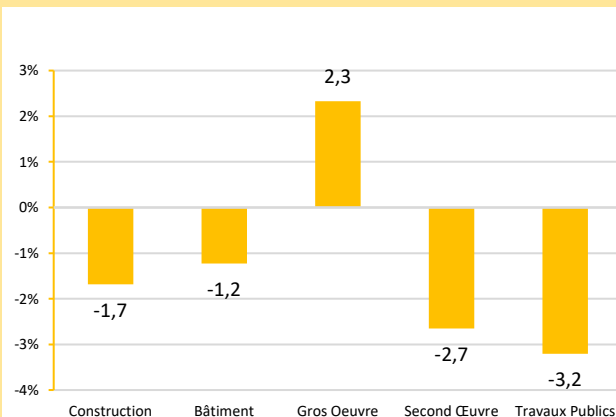


Délais de paiement



8,4%

Poids des effectifs de la Construction rapportés aux effectifs salariés de la région



Production attendue en 2025

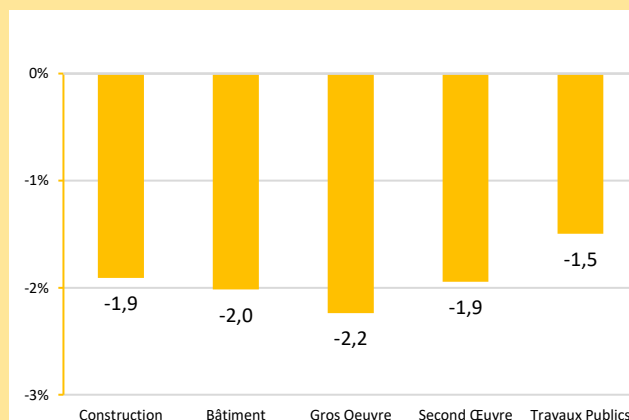
La production en valeur devrait connaître une diminution avec des évolutions très différentes selon les sous-secteurs. Les travaux publics devraient enregistrer la baisse la plus prononcée. Le gros œuvre devrait afficher une croissance de la production, tandis que le second œuvre pourrait rencontrer davantage de difficultés l'année à venir.

En volume, la production afficherait une baisse encore plus importante (-2,8 % contre -1,7 % en valeur).

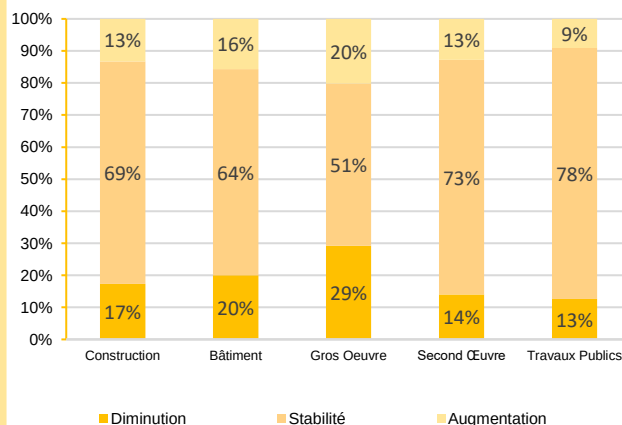
Effectifs prévus en 2025

Les effectifs devraient globalement diminuer dans l'ensemble des sous-secteurs de la construction. En ce qui concerne les effectifs intérimaires, cette diminution serait encore plus marquée, quel que soit le sous-secteur, en lien avec le niveau d'activité anticipé.

Des effectifs en retrait et un recours aux intérimaires beaucoup plus faible.



Perspectives 2025



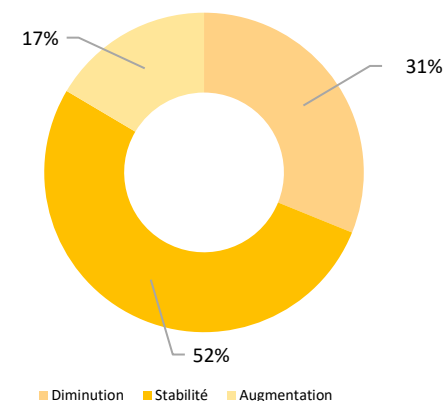
Des rentabilités stabilisées dans l'ensemble.

Les rentabilités devraient rester globalement stables dans le secteur de la construction, en particulier dans les travaux publics. En revanche, des baisses de rentabilité sont attendues dans le secteur du bâtiment, notamment dans le gros œuvre.

Rentabilité attendue en 2025

Un tiers des acteurs prévoient une baisse de leurs carnets de commandes.

Si plus de la moitié des entreprises s'attendent à un maintien de leurs carnets de commandes. Près d'un tiers d'entre elles anticipent une réduction de ceux-ci.



Carnets de commandes pour 2025



Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France.

Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur 3 exercices consécutifs (2023-2024-2025).

Les entreprises ayant disparu ou été créées et les activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête.

La Banque de France exprime ses plus vifs remerciements aux entreprises et établissements qui ont accepté de participer à l'enquête.

1 258 entreprises nous ont répondu. Elles représentent

Un effectif global de 104 190 personnes

Un chiffre d'affaires global de 28 274 M€

Industrie	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Industrie	578	69 714	144 409	48,3%
Ind Agricoles et Alimentaires	88	10 097	16 090	62,8%
Equip. Électri./électr. Autres machines	79	11 671	22 068	52,9%
Fab. Matériel de transport	29	9 272	20 640	44,9%
Fab. Autres produits industriels	382	38 674	85 611	45,2%

Services Marchands	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total Services marchands	399	21 081	134 427	15,7%
Transport et entreposage	96	7 896	30 957	25,5%
Act. Jur., compt., ingenierie, architect...	113	5 060	24 690	20,5%
Activités liées à l'emploi	35	546	2 591	21,1%
Entretien Bât Indust	47	3 593	23 825	15,1%
Tourisme & Loisirs	72	1 750	42 319	4,1%
Autres activités	36	2 236	10 045	22,3%

Construction	Nombre d'entreprises	Effectifs au 31/12/2023		Taux de couverture
		Des entreprises ayant répondu	Recensés ACOSS	
Total construction	281	13 395	55 208	24,3%
Bâtiment	229	8 500	43 716	19,4%
Gros oeuvre	77	3 461	10 992	31,5%
Second oeuvre	152	5 039	32 724	15,4%
Travaux publics	52	4 895	11 492	42,6%



Publications de la Banque de France

Catégorie	Titre
 Crédit	Crédits aux particuliers Accès des entreprises au crédit Crédits par taille d'entreprises Financement des SNF Taux d'endettement des ANF – Comparaisons internationales Crédits aux sociétés non financières
 Epargne	Taux de rémunération des dépôts bancaires Performance des OPC - France Épargne des ménages Évolutions monétaires France
 Chiffres clés France et étranger	Défaillances d'entreprises Principaux indicateurs économiques et financiers
 Conjoncture	Conjoncture Industrie, services et bâtiment Enquête sur le commerce de détail
 Balance des paiements	Balance des paiements de la France

**Banque de France
Service des Affaires Régionales**

2-4 place de la Banque CS 10426 - 21004 - DIJON CEDEX

 etudes-bfc@banque-france.fr

 **03.80.50.41.50**

Rédacteur en chef

Gaëtan DU PELOUX DE SAINT ROMAIN, Responsable du Pôle Études

Directeur de la publication

Laurent FRAISSE, Directeur Régional

